

2 Politique

Après la formation du nouveau gouvernement/Partis politiques de l'opposition dite modérée

Ils dénoncent le pouvoir des baronnies

SM
Libreville/Gabon

NOMBRE de partis politiques de l'opposition dite "modérée" ayant pris part au Dialogue politique digèrent mal la composition de la nouvelle équipe gouvernementale rendu publique lundi dernier. Trente (30) des cinquante-quatre (54) formations politiques présentes aux assises d'Angondjé, se sont réunis, hier, au siège du Conseil national de la démocratie (CND), "pour évaluer dans le contexte actuel, le processus enclenché pour garantir l'application intégrale des actes contenus dans le pro-

tocole d'accord" issu des dites assises. Parmi lesquels, la formation du nouveau gouvernement. À ce sujet, ces leaders ont déclaré, par la voix de leur porte-parole, Gérard Ella Nguema, avoir analysé la forme et le fond du nouveau gouvernement. «La coalition espérait une équipe gouvernementale d'un maximum de trente membres pour coller à la réalité financière du moment». Et s'agissant de la qualité des membres et la place de l'Opposition dans la nouvelle équipe d'Emmanuel Issoze Ngondet, ces politiques ont déploré "la déchéance du pacte républicain et du principe de l'égalité de droit censé surclasser, en démocratie, le



Photo : SM

Les membres de coalition, ici autour de leur porte-parole, Gérard Ella Nguema.

nombrilisme politique au Gabon". Pour les membres de cette coalition, l'ouverture faite à l'Opposition est tout simplement de sens familial. «Elle concerne, estiment-ils,

essentiellement les ascendants et les descendants de quelques leaders politiques issus de l'opposition triés sur le volet». Toute chose qui, selon eux, désacralise l'État et les valeurs du

vivre-ensemble. Et, «consacre pernicieusement au Gabon, le pouvoir des baronnies et le diktat de certaines dynasties au détriment des citoyens valeureux, méritants et compétents dont l'Opposition peut se prévaloir au regard de sa contribution aux travaux du Dialogue politique». Face à cet état de choses, ladite coalition a tenu à prendre certaines mesures. Entre autres, "mettre fin aux mandats de représentation accordés aux coprésidents de l'opposition lors des assises". Étant donné que les signataires de la coalition disent ne plus se reconnaître dans les démarches solitaires qui seront entreprises par

ces personnalités. De même, ils s'opposent "à toute tentative des partis associés au gouvernement, de voir figurer d'autres de leurs militants, au sein du comité de suivi-évaluation des actes du Dialogue politique". Enfin, ont-ils exigé du pouvoir exécutif, «la clarification de la situation confuse dans laquelle se trouve le Conseil national de la Démocratie (CND) dont le président vient d'être nommé par décret, alors qu'il devrait être élu par ses pairs». Tout ceci, avant d'annoncer qu'ils suspendent, jusqu'à nouvel ordre, leur participation aux travaux de ladite institution.

Portrait du ministre Patrick Eyogo Edzang

Le défi d'apporter l'eau et l'électricité dans les foyers

Innocent M'BADOUMA
Libreville - Gabon

CELUI qui hérite du portefeuille ministériel de l'Eau et de l'Energie, au terme du remaniement gouvernemental de lundi dernier, est d'abord un expert-comptable diplômé et commissaire aux comptes agréé Cémac (Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale). Ministre de l'Eau et de l'Energie dans le gouvernement Issoze Ngondet 2, Patrick Eyogo Edzang, 50 ans, a fait l'essentiel de sa formation universitaire dans des Ecoles de comptabilité et de finances en France. Après un baccalauréat "D", il obtient un diplôme de Brevet de technicien supérieur en Comptabilité-Gestion à Bordeaux, décroche le titre "d'expert financier" (Homologué niveau 2) à l'Ecole supérieure de ges-

tion de Paris, option finance (ESG-F). Pour mieux s'outiller dans son domaine de compétence, il décroche un diplôme d'Etudes financières et comptables à l'Institut national des techniques économiques et comptables (INTEC Paris), avant de viser le diplôme d'Etudes supérieures comptables et financières (DESCF - France), préalable pour préparer l'expertise comptable et le commissariat aux comptes qu'il obtient en 2003. Celui qui est depuis mai 2005, directeur général adjoint à La Poste SA, en charge de l'administration générale et des finances, va fourbir son expérience professionnelle dans les missions d'audit et de commissaires aux comptes. Audit à la Banque gabonaise de développement par exemple, sur les questions de cohérence et de fiabilité de contrôle in-



Photo : Wilfred MBINAH

Patrick Eyogo Edzang, ministre de l'Eau et de l'Energie.

terne, directeur de mission au cabinet "Ernst et Young" sur des questions d'audit toujours. Joint au téléphone, il reconnaît que les populations l'attendent sur les questions d'accès à l'eau et à l'électricité. Va-t-il réussir le pari ? Le ministre Eyogo Edzang y croit. "Si je ne croyais pas, je n'allais pas entrer au gouverne-

ment, a-t-il laissé entendre. J'ai beaucoup d'optimisme, de détermination. J'y mettrai de la force dans ma mission, me battra pour réussir la mission qui m'a été assignée.» Le nouveau ministre a dit que les recommandations du Dialogue politique d'Angondjé, en matière d'eau et d'électricité serviront de bréviaire. «Nous

sommes là aussi pour explorer la solution des énergies renouvelables, des énergies propres», a-t-il estimé et compte sur la "solidarité gouvernementale" pour une meilleure efficacité. On peut soupçonner que le bagage universitaire de Patrick Eyogo Edzang fait de lui un habitué des procédures, capable d'identifier les freins au bon fonctionnement d'une organisation, de comprendre les procédés de production efficaces de l'eau et de l'électricité par des organisations où travaillent des individus aux intérêts parfois divergents. Pur produit du privé, il va faire l'expérience du public. Le fonctionnement d'un ministère et de ses administrations connexes, terreau des contingences techniques que politiques parfois contradictoires, n'obéit pas toujours aux mêmes règles, plus souples, légères, du fonction-

nement des organisations privées. Néanmoins, pour avoir remporté la Législative partielle contre le candidat du PDG à Bitam, l'un de ses premiers faits d'armes en politique, on peut prêter à M. Eyogo Edzang la qualité de meneur d'hommes. De plus, parvenir à se faire proposer au gouvernement, par les siens, incline à penser que le nouveau ministre de l'Eau sait jouer avec les manettes de la négociation, tout en se fixant une trajectoire de carrière politique. Au regard du contexte économique du moment, cette habileté de coulisses suffira-t-elle au ministre pour démocratiser l'accès des entreprises et des ménages à l'eau et l'électricité ? Il parie sur les partenariats publics-privés. Va-t-il vaincre le signe indien et réussir mieux que ses prédécesseurs ?

Ambassade du Gabon en France

La bibliothèque et le service économique désormais opérationnels

SM
Paris/France

EN marge des festivités relatives à la célébration du 57e anniversaire de l'indépendance, récemment à Paris, l'ambassadeur et Haut représentant de notre pays en France, Flavien Enongoué a procédé à l'inauguration de plusieurs structures au sein de la chancellerie. Notamment, la bibliothèque et le service économique de l'ambassade. Ces deux structures faisant partie entière de la chancellerie, n'étaient jusqu'ici, pas opérationnelles.

Cette action compte aujourd'hui, parmi les innovations apportées par le nouveau diplomate gabonais, arrivé seulement en juin dernier. Elle est d'autant utile que la mise en place effective de ces deux pools devrait contribuer à rendre plus efficace et plus visible, le rôle complexe qu'entend jouer l'ambassade du Gabon en France, en sus de ses missions régaliennes. Pour ce qui est de "la bibliothèque de l'Ogooué" telle que baptisée, elle est constituée majoritairement d'ouvrages, de documents et archives gabonais. Elle contribuera, selon le directeur de la



Photo : SM

L'ambassadeur, Flavien Enongoué dévoilant symboliquement la nouvelle bibliothèque.

Coopération culturelle, scientifique et technique du ministère des Affaires étrangères, Eric-Joël Bekale-Etoughet, à promouvoir la culture gabonaise. D'abord pour les diplo-

mates, puis et surtout, pour les étudiants et autres stagiaires gabonais vivant ou de passage dans l'Hexagone. Il est important de souligner que le contenu docu-

mentaire de ladite bibliothèque devrait très prochainement être élargi à des auteurs autres que ceux d'origine gabonaise. «Nous avons d'ailleurs acquis toute la collection de la célèbre revue "Politique africaine", du premier numéro qui date de 1981, au dernier de 2017. Puis, nous envisageons d'aller au-delà, avec des ouvrages sur le pays qui nous accueille, la France, ainsi que des pays de la juridiction», a indiqué une collaboratrice de l'ambassadeur en présentant la bibliothèque. Pour ce qui est du service économique, il est important de préciser que celui-ci a, entre autre, pour

missions, d'analyser la situation économique et financière des pays sous sa juridiction, ainsi que les conditions d'accès à la commande publique gabonaise. Aussi devra-t-il se charger de promouvoir le commerce et les investissements directs étrangers. Notamment par le soutien aux efforts des opérateurs économiques désireux d'exporter vers la France et les autres pays sous sa juridiction et par la promotion des grands projets contenus dans le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). Y compris assurer le suivi des engagements financiers de nos partenaires aux Gabon.